

ALSTOM BELFORT

L'ÉTAT ET ALSTOM PEUVENT MIEUX FAIRE

La forte mobilisation des salariés, de leurs représentants syndicaux, ainsi que de la population contre la fermeture du site de Belfort a imposé quelques reculs de la part de la direction du groupe et des annonces de la part du gouvernement.

C'est signe que le rassemblement et la lutte pour l'emploi et le développement de l'industrie peuvent contrecarrer des projets néfastes de grands groupes, pour les salariés et le pays.

Les annonces de ce mardi 4 octobre de maintien des emplois sur le site de Belfort avec des commandes supplémentaires de locomotives sont un soulagement pour l'avenir des salariés du site.

Cependant le compte n'y est pas car le problème n'est pas circonscrit au maintien des emplois du site de Belfort. **La France, pour affronter la mobilité de demain et le changement climatique, a besoin d'un site de production de locomotives et de motrices du XXI^e siècle.** Cela implique de nouvelles embauches sur Belfort pour transmettre les savoir-faire et acquérir ceux de demain, en particulier en matière de numérique ferroviaire. La reconversion de Belfort en centre de maintenance européen est un non sens même si une diversification des activités est nécessaire.

Le médiocre plan du gouvernement n'est qu'à court termes et évite soigneusement de mettre en cause la direction du groupe Alstom pourtant assise sur un tas d'or.

De plus il ne faudrait pas que ce sauvetage soit temporaire pour passer quelques échéances et ne peut cacher d'autres difficultés sur l'ensemble des sites de production dans le pays, notamment à Ornas dans le Doubs, à Petite-Forêt dans le Valenciennois et à Reischoffen dans le Bas-Rhin.

La situation du site Alstom à Belfort a révélé l'ampleur de la crise du ferroviaire, aussi bien industrielle que celle du transport dans notre pays, il faut maintenant y apporter des propositions nouvelles, des réponses à moyen et long terme.

Pour cela, il faut engager un débat national et public qui associe toutes les parties concernées.

Le Parti communiste réitère sa proposition de table ronde multi-partite pour construire des propositions alternatives, pour suivre et évaluer le respect des engagements pris.

Le PCF, ses militants, ses élus et parlementaires mobilisés aux cotés des salariés d'Alstom, de la population, sont disponibles pour mener cette bataille pour l'emploi et le développement industriel répondant aux besoins humains et aux impératifs écologiques.

Il s'agit de renouer avec une grande ambition industrielle au service de tous.

DES PROPOSITIONS CRÉDIBLES ET EFFICACES

Le Parti communiste français propose (extraits) :

- Qu'une table ronde multi-partite soit mise en place afin d'élaborer des propositions alternatives immédiates, ainsi sur le transport ferroviaire du futur et de suivre le respect des engagements pris.
- Que les compétences permettant la production de locomotives et de motrices de TVG sur le site de Belfort soient préservées et développées par des embauches de jeunes afin de permettre la transmission des savoir-faire. Des investissements productifs novateurs doivent être mis en place sur le site ainsi qu'une augmentation des dépenses de R&D.
- La constitution d'un pôle public de l'industrie ferroviaire formé d'Alstom – dont la nationalisation s'impose en tant qu'entreprise stratégique, y compris via une prise de participation de la SNCF et de la RATP –, de Bombardier France et de Siemens-France qui aurait vocation à participer à la construction d'un « Airbus » du matériel roulant européen avec, entre autres, l'allemand Siemens et l'espagnol DAF, en particulier en mutualisant les investissements en R&D mais en développant tous les sites de production.
- Un grand plan de développement des infrastructures ferroviaires doit être élaboré et s'articuler avec un plan européen que la Banque centrale européenne doit contribuer à financer pour tous les pays de l'Union européenne, avec une partie des 80 milliards d'euros qu'elle crée chaque mois.

L'ensemble des propositions est à retrouver sur :

<http://www.pcf.fr/91801>



Des parlementaires PCF utiles, qui se battent : STOPPER LA DÉBÂCLE INDUSTRIELLE



Jean-Pierre BOSINO, sénateur-maire PCF de Montataire, au nom du groupe Communiste Républicain et Citoyen, a adressé le 5 octobre au président de la

Commission des Affaires économiques du Sénat une demande d'audition du PDG d'Alstom par cette commission afin d'en savoir plus sur les intentions industrielles de l'entreprise.

[...] Nous sollicitons l'audition de Monsieur Henri Poupert-Lafarge, président directeur général de l'entreprise Alstom par la Commission.

[...] Si nous nous réjouissons du « sauvetage » de l'usine et des salarié-e-s de Belfort, des inquiétudes persistent quant à la pérennité des engagements pris et de la sauvegarde à long terme des emplois et du savoir faire industriel d'Alstom.

Le Premier ministre, Manuel Valls, déclarait hier que l'État « assume ses responsabilités en tant qu'actionnaire » et affirme « le maintien de l'activité et de l'avance technologique ». Or, en matière de recherche et développement, Alstom a touché en dix ans plus de 274 millions d'euros d'argent public sans aucune évaluation à ce jour.

À la lumière de ces éléments, des questions restent en suspens et nous souhaitons donc que le PDG d'Alstom puisse être entendu par tous les membres de la Commission afin de connaître les réelles intentions industrielles de l'entreprise. [...]

Nous reproduisons ici un extrait d'un article de Patrice CARVALHO, député-maire PCF de Thourotte, posté le 28 septembre sur son blog <https://patricecarvalho.com>.



[...] De manière générale, la France a un problème avec sa politique industrielle.

[...] Nous sommes sur un rythme de 200 fermetures par an. La liste est longue : la raffinerie Petroplus, l'usine Goodyear à Amiens Nord, le site PSA d'Aulnay-sous-Bois, l'extinction des hauts fourneaux d'Arcelor Mittal, la vente à la découpe d'Alstom, d'Areva... la liquidation dans ma circonscription de Continental jugée sans cause réelle et sérieuse, sans raison économique.

Deux causes expliquent cette hécatombe : aucune mesure législative n'a été adoptée, malgré des propositions que j'ai défendues avec mon groupe, pour protéger nos industries des licenciements boursiers, à l'exception de la timide loi dite « Florange », qui oblige une entreprise de plus de 1 000 salariés, qui envisage de fermer, de trouver un repreneur. Et la France n'a pas de politique industrielle.

Dès lors, François Hollande peut bien avoir les yeux rivés sur la courbe du chômage et nous prédire, tous les quatre matins, son inversion, sans politique industrielle, rien ne bougera, pas plus que ne sont efficaces les milliards déversés pour baisser le coût du travail.

« Nous demandons l'organisation d'un débat public sur la politique industrielle de la France »

Les députés et sénateurs communistes viennent de demander au gouvernement un débat sur la politique industrielle. Avec ce débat, c'est la crédibilité du retour au plein emploi qui est en jeu. Débattre de la politique industrielle, c'est débattre de la remise en route de notre pays. C'est débattre d'une nouvelle espérance pour ces milliers de femmes, d'hommes, de jeunes, qui aspirent à trouver toute leur place dans la société par le travail.

Les Continental Clairoux

ont fêté le 1^{er} octobre la fin de leurs 7 années de lutte. L'usine a fermé, mais ils ont réussi à faire valoir leur droit : le motif économique de la fermeture a été reconnu non justifié par la justice.

Les Still Montataire sont en attente d'un jugement allant dans le même sens.

Des luttes pour faire reconnaître ses droits qui ne seraient plus possibles avec l'application de la scélérate loi Travail !

Relaxe pour les 8 Goodyear Amiens !

TOUS À AMIENS
MERCREDI 19 OCTOBRE

de 11 H à 16 H
devant le Tribunal
à l'occasion du
procès en appel

IPNS • Ne pas jeter sur la voie publique

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS PCF
Parti communiste français

MEMBRE DU FRONT DE GAUCHE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____

Section PCF de NANTEUIL-BETZ • 8, rue de Pierre Mendès-France - 60330 Le Plessis-Belleville • 06 79 90 90 73

christopheplessis@orange.fr

PCF Oise

PCF Oise

<http://oise.pcf.fr>